



## Apocalypse

DOMINIQUE LECOURT

# « La fin du monde n'est pas pour demain! »

L'expertise scientifique semble suspecte, les Big Data menaçants, les politiciens fatalistes... Le philosophe nous exhorte pourtant à rester ouverts à l'imprévu si nous voulons que les connaissances continuent de progresser.

**Professeur émérite à l'université Paris Diderot - Paris VII,** Dominique Lecourt est directeur général de l'institut Diderot, un think tank visant à favoriser une vision prospective sur les grands thèmes contemporains.

- *L'Égoïsme. Faut-il vraiment penser aux autres?* Autrement, 2015
- *La Philosophie des sciences*, Puf, « Que sais-je ? », 2015
- *L'Âge de la peur : science, éthique et société*, Bayard, 2009

**P**ARLER AUJOURD'HUI DE LA FIN DU MONDE, de la fin d'un monde, de la fin des temps ou encore de la fin de notre civilisation, c'est prendre acte de ce qu'une poussée religieuse affecte le monde actuel. C'est aussi saluer la « révolution » numérique qui s'est brusquement emparée de nous.

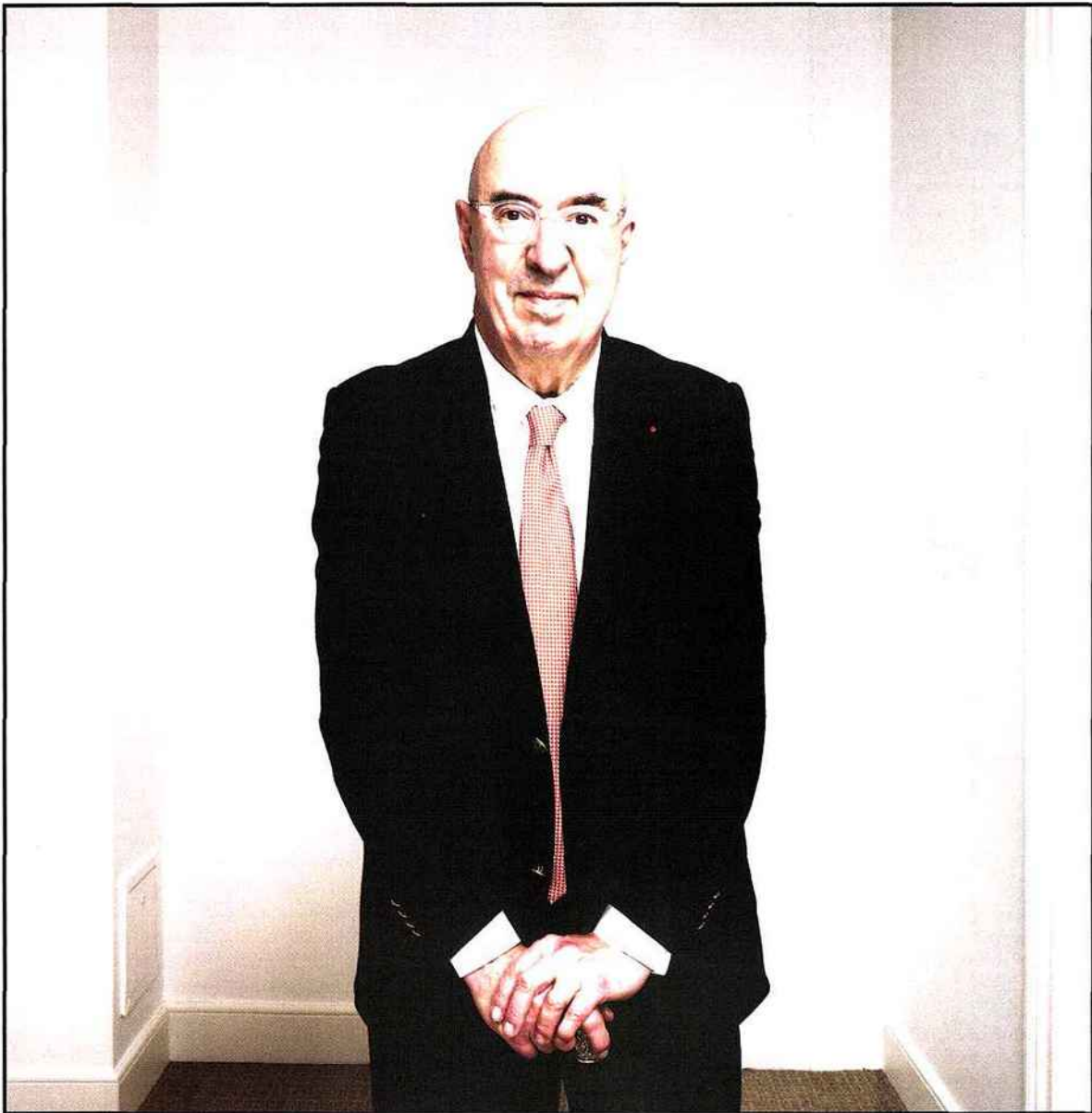
On a beaucoup discuté de l'emploi du mot « révolution » pour désigner la naissance de la science moderne. Les historiens oscillent entre une valeur cosmologique et une valeur politique. La notion de révolution industrielle repose sur la fusion de ces deux modèles de référence. Mais, en France, le modèle politique domine depuis 1789. Avec la révolution numérique, c'est encore ce modèle qui l'emporte, mais dans un sens très nouveau. D'aucuns, en effet, pensent que cette révolution-là pourrait annoncer la mort de la politique.

Reprenons les faits. La grande nouveauté, c'est que la masse immense des données, ce que nous appelons le **Big Data**, ou mégadonnées, ces données de masse (personnelles ou non) considérées comme la matière première de demain, nous permet d'acquérir une connaissance des individus, de leurs comportements, de leurs intentions, avec une pré-

cision sans précédent. C'est donc la promesse d'un contrôle social sans faille. Un dirigeant de Google a même pu déclarer que dans ces conditions, « *la vie privée sera bientôt une anomalie* ». Des calculateurs très puissants sauront tout de vous individuellement, à votre insu et de votre plein gré puisque leurs calculs auront été faits à partir de données que vous leur aurez vous-même, volontairement ou non, fournies. Ces super-calculateurs pourront prévoir non seulement vos comportements, mais aussi les pensées, les désirs ou les intentions que les calculs auront prescrits.

Mais qu'en est-il alors de la liberté individuelle? Réponse: la conception juridico-morale que nous nous en faisons apparaît désuète, dépassée. Les combats homériques menés au XX<sup>e</sup> siècle par les défenseurs des droits de l'homme semblent perdre leur objet. Et le dispositif même de la démocratie paraît mortellement atteint. De fait, les grandes entreprises multinationales qui disposent des « traces » que vous laissez à chacun instant de votre existence seront encore plus menaçantes qu'aujourd'hui. À quoi bon la politique? Pourquoi l'exercice démocratique, si la « volonté générale » s'exprime de façon exhaustive dans le recueil des données individuelles?

Ce n'est plus la liberté, mais la sécurité qui fait figure d'idéal de la vie humaine en société. Ce qui se traduit insidieusement par une détestable maxime : « Méfiez-vous les uns des autres »



SERGE PICARD POUR SCIENCES ET AVENIR

Les démêlés des penseurs d'aujourd'hui avec les mégadonnées font apparaître une peur radicale touchant non la simple sécurité juridico-politique qu'imposait l'idée apparemment périmée de respecter la vie privée, mais la vie personnelle elle-même dans ce qu'elle a de plus intime. Avec le Big Data, le marché des relations sentimentales et sexuelles ainsi que le recul statistique des mariages et l'augmentation des divorces, c'est effectivement l'intime qui apparaît le plus menacé par la révolution numérique. Votre vie se trouve régie par de mystérieux algorithmes. À l'horizon, ce sont vos intentions qui vont se trouver modelées, réorientées, vos désirs satisfaits ou frustrés par cette anticipation. Le bruit court que Big Data ne serait qu'un autre nom pour Big Brother.

Un qualificatif lourd de toute une philosophie réunit ces objets de peur: irréversible. Le temps n'est presque plus saisi que sous l'aspect du « c'est trop

tard ». Et l'avenir, selon le mot du philosophe Alain, « devient supplice dès qu'on essaie de le contempler au lieu de le faire ». Les médias font se succéder en rangs serrés des images d'épouvante, suscitant et entretenant une vision fataliste de notre histoire. Diderot résume l'essentiel par la formule de Jacques le fataliste: ce qui nous arrive « était écrit sur le grand rouleau ». Une morale pessimiste prend le pas, jusqu'aux États-Unis, sur l'optimisme inhérent à la philosophie du progrès qui inspirait naguère la confiance dans l'avenir, si caractéristique du monde occidental. La plupart des responsables politiques, au lieu de s'opposer à ce fatalisme et à ce pessimisme, ne font que les aggraver. Ils croient pouvoir en tirer bénéfice. Renouant avec la pensée de Thomas Hobbes, ils conjuguent peur et individualisme comme motifs et ressorts de l'ordre social. Le résultat, c'est que l'individualisme se fait égoïsme. Et l'égoïsme suscite ou laisse se déchaî-

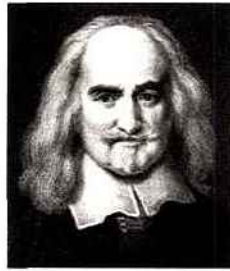
ner les pires violences dans l'indifférence. L'insécurité étend son règne. Et c'est la sécurité qui fait maintenant figure d'idéal de la vie humaine en société, en lieu et place de la liberté. Alors que dans la pensée classique, elle se trouvait subordonnée à cette liberté, comme moyen à fin.

Ce désir de sécurité appelle traditionnellement sciences et technologies au service de son efficacité. On voit aujourd'hui, par exemple, la **biométrie** s'emparer de nos corps pour les transformer en fichiers vivants, dont le croisement apportera un confort sans précédent, mais qui risque de porter atteinte aux plus élémentaires de nos droits. L'idéal de sécurité se traduit insidieusement par une détestable maxime : « *Méfiez-vous les uns des autres* ». Le primat épistémologique de la connaissance sur l'action a suscité ce qu'on peut appeler la version française de la philosophie du progrès. Elle s'est présentée, après coup, comme l'héritière de la philosophie des Lumières. Mais elle en a refusé les dimensions métaphysiques. Elle a fait de la science et de ses applications le moteur de l'histoire ; elle a voulu voir dans la vérité scientifique la valeur suprême. On a ressassé au XIX<sup>e</sup> siècle que la certitude de cette vérité était la garantie de la justesse de l'action.

C'est ce socle intellectuel qui se trouve aujourd'hui remis en question. Un monde est en train de disparaître. Depuis quelques décennies, l'idée de progrès est entrée en décadence. La valeur de la science a été, pour le moins, relativisée. La technologie suspectée, sinon diabolisée. La nature ou la vie sont érigées en grands fétiches. L'étrange fortune du principe de précaution est liée à ce vacillement. Ayant perdu ses repères, la société française, dont les intellectuels avaient plus que tous les autres donné dans ce « scientisme », se retrouve angoissée. Tout objet lui paraît bon pour fixer cette angoisse : les plantes **OGM** (objets d'un ostracisme unique au monde), les antennes des téléphones mobiles, les pandémies, les **nanotechnologies**...

Au-delà des cas extrêmes, on doit constater que l'expertise scientifique est désormais partout suspecte, voire désavouée comme partisane, soumise à des conflits d'intérêts insurmontables. Les épisodes tragiques n'ont pas manqué pour susciter cette méfiance : sang contaminé, vache folle, vaccination contre l'hépatite B... Les vicissitudes du grand débat public sur les nanotechnologies, dont les sessions ont été systématiquement sabotées par des groupes violents, ont fait apparaître la profondeur du mal. Si vous êtes un physicien français et que vous avez travaillé sur ce sujet, vous avez nécessairement été financé par des industriels. Vous n'êtes donc pas impartial. La seule expertise vraiment « indépendante » serait par conséquent celle des militants associatifs, qui n'ont généralement pas eu de contact avec cette recherche... On a ainsi inventé la notion d'« expertise ignorante ».

La question essentielle n'est plus aujourd'hui de bien distinguer entre la prévention, qui vise les



### Thomas Hobbes

Philosophe anglais (1588-1679), penseur de l'État moderne avec son *Leviathan* (1651). Hobbes refuse le pouvoir de droit divin. L'état de nature étant la « *guerre de tous contre tous* » et l'homme « *un loup pour l'homme* », seul l'État, à qui les individus confient par contrat le soin de gouverner, est en mesure de maintenir le droit et garantir la paix. L'homme doit agir selon les lois d'un « égoïsme utilitaire », découlant de l'instinct de conservation et de domination.



### Auguste Comte

Ce philosophe français (1798-1857) fonda le positivisme, système philosophique visant à bâtir un nouvel ordre social, politique et moral. Pour lui, l'esprit humain ne pouvant atteindre l'essence des choses, il doit renoncer à la métaphysique. Seuls les faits expérimentés ont valeur universelle. Comte établit également une nouvelle religion, la « religion de l'Humanité ».

risques avérés, et la précaution, supposée ne viser que les risques non avérés, par ailleurs qualifiés de « graves et irréversibles ». La question n'est plus de savoir si le principe de précaution mène à l'immobilisme ou peut faire office, au contraire, de principe d'action (et de recherche).

La question majeure est celle de l'anthropologie qui se met en place en son nom : celle de l'homme précautionneux, perpétuellement hanté par les catastrophes dont il risque d'être lui-même l'auteur par excès d'audace inventive. L'écologie ambiante en a fait son modèle : contre le prométhéisme des Lumières, la sagesse frugale du « développement durable », dont on finit par ne plus voir en quoi il serait un développement lorsqu'on lui adjoint le thème de la décroissance. Envisagé sous l'angle de la décision publique, on voit le principe devenir un « principe parapluie » dont se couvrent volontiers administrateurs et hommes politiques.

**A**u nom du principe de précaution, on demande à tous ceux qui entreprennent (une activité productive ou une recherche créatrice) d'apporter d'avance « la preuve de l'absence de risque » qu'ils courent ou font courir aux autres – ce qui excède tout simplement les possibilités de la condition humaine. On leur demande, au nom du même principe qui vire au « principe de suspicion », de prévoir l'imprévisible. Nouveau tour de force ! On suscite donc et on promet solennellement la naissance d'un nouveau type d'homme. On le somme de renoncer à tout progrès dans la connaissance et dans l'action, faute des certitudes absolues qu'il doit exiger de lui-même avant d'entreprendre.

C'est le temps, le temps humain, qui est en cause. Ce en quoi la question est une question philosophique radicale. C'est notre destin de ne pouvoir ni ne savoir « prévoir l'imprévisible ». Mais, comme le faisait remarquer le philosophe et homme d'action Gaston Berger, nous devons toujours garder conscience que l'imprévu peut survenir. Préparons-nous donc. L'inventeur, en France, de la « **prospectivité** » expliquait qu'ainsi entendue, cette discipline ne pourrait prétendre au titre de science (« la science du futur »), mais devrait être considérée comme une éthique d'ouverture à l'imprévu. Non seulement pour conjurer le danger, mais pour saisir la chance qui d'aventure se présentera.

Non, il n'est jamais possible d'apporter la preuve d'une absence de risque. Ayant pris conscience du risque potentiel, on peut – on *doit* – faire l'effort intellectuel indispensable non seulement pour l'avérer (ou non), mais pour éventuellement le contourner. Encore une fois, il s'agit d'une attitude éthique, celle-là même qui se trouve, via la technique, à l'origine du progrès des connaissances et de ses applications dans le monde moderne.

La fin du monde n'est pas pour demain ; nous assistons à la fin d'un monde qui renâcle quelque peu avant de céder la place au prochain.

N'ayons pas peur.